

encore jusqu'où iront les Américains dans la « guerre contre le terrorisme ». Tangible parce que le monde entier se rend compte aujourd'hui que les Américains servent de la tragédie pour lui imposer leurs normes politiques, économiques, monétaires, sociales et culturelles. Bref, la complète et transparente hégémonie. Là, il y a conflit d'intérêt avec les autres puissances. Alors que le monde arabo-musulman n'y voit que l'expression d'une guerre lancée par un Occident uni contre l'Islam. Sommes-nous confrontés à une guerre des civilisations en germe ? Loin de là et l'Occident s'en défend fermement sans pour autant convaincre le monde musulman. Irak, Israël, Palestine et Afghanistan, autant de contentieux que seul un dialogue franc et honnête pourrait liquider.

Mais qui veut ce dialogue ? La réponse, terrible, résonne comme le tonnerre : personne.

## Arafat, septembre 2000 – Ben Laden, septembre 2001. Quel enseignement à tirer ?

Emmanuel Navon\*

### La fin d'un mythe

Il n'est plus de jour qui passe sans qu'un Israélien ne soit assassiné par les forces armées de Yasser Arafat. Les membres du *Fatah*, du *Hamas* et du *jihad* islamique tuent sciemment et intentionnellement des citoyens innocents et sans défense en se faisant exploser ou en vidant leurs chargeurs dans les autobus, les restaurants, les salles de fêtes et les rues piétonnes.

Le but d'Arafat est de créer un sentiment de panique et de désespoir au sein de la société israélienne afin que celle-ci demande à ses dirigeants élus de céder aux exigences de l'OLP – exigences auxquelles les Israéliens avaient refusé d'accéder dans le cadre des négociations. Telle est la tactique terroriste : faire subir au plus fort des coups tellement insupportables qu'il finira par céder.

Une idée répandue relativise l'ignominie de cette tactique, en posant que le terrorisme est l'arme du faible. Un peuple occupé ou une classe sociale opprimée n'ayant pas d'armée régulière ou de moyens financiers, il est en droit d'utiliser le meurtre d'innocents pour imposer sa cause. Et si, de surcroît, sa cause est juste, alors cette tactique n'est pas seulement admissible, elle est même louable.

Depuis le 11 septembre 2001, cette idée a perdu les deux arguments sur lesquels elle croyait pouvoir reposer. Ben Laden a prouvé que les organisations terroristes islamistes sont puissantes et qu'elles ont dupé l'Occident quant à leurs véritables intentions. Premièrement, elles sont puissantes, car elles sont soutenues par des États qui leur fournissent les territoires, les armes, les ressources financières et les moyens de communication dont elles ont besoin. Et cette puissance sera comparable à celle d'un pays comme la France le jour où les organisations terroristes détiendront l'arme nucléaire ou que les pays qui les soutiennent (comme l'Irak, la

\* Professeur de sciences politiques à l'Université de Bar-Ilan et directeur d'un cabinet de conseil politique

Libye et la Corée du Nord) deviendront des puissances nucléaires. Deuxièmement, depuis le 11 septembre, une majorité d'Américains a compris que le terrorisme islamique ne se bat pas contre la présence de troupes américaines en Arabie saoudite, mais contre l'existence même de la civilisation occidentale.

Cette leçon, les Israéliens l'ont apprise non pas en septembre 2001 mais en septembre 2000. Après Camp David, les Israéliens comprirent qu'Arafat les avait dupés. Arafat avait fini par convaincre les opinions publiques occidentale et israélienne que son but était l'établissement d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-est pour capitale. Or, c'est précisément ce qu'accepta Ehud Barak à Camp David. La réponse d'Arafat fut la guerre. Après le déclenchement de cette guerre, Arafat ne cacha plus ses intentions véritables : la « libération » de la Palestine de la Méditerranée au Jourdain. Cette guerre révéla également l'ampleur de l'infrastructure militaire palestinienne, bâtie en violation grossière des Accords d'Oslo dès l'arrivée d'Arafat à Gaza en 1994. Plus récemment, l'affaire du « Karine A » a dévoilé le soutien militaire apporté par l'Iran à l'Autorité palestinienne.

Comme Ben Laden, donc, Arafat a dupé l'Occident quant à ses intentions véritables, et comme lui il dispose du soutien militaire, stratégique et financier d'États qui s'identifient à sa cause. Mais, contrairement à Ben Laden, Arafat ne s'est pas disqualifié aux yeux d'une majorité de l'opinion publique occidentale, qui continue de penser qu'il est faible et que sa cause est juste. Ce sentiment fut publiquement exprimé par l'ambassadeur de France en Israël, Jacques Huntzinger, après le 11 septembre. Huntzinger tenta de déjouer l'équation Arafat = Ben Laden en déclarant haut et fort que, contrairement au combat d'al-Qaïda, celui du *fatah*, du *hamas* et du *jihad* islamique est légitime. Selon l'ambassadeur français, Ben Laden est un homme dérangé et puissant qui se bat pour une cause illégitime, tandis qu'Arafat est le dirigeant faible d'un peuple qui se bat pour son indépendance. C'est là que l'ambassadeur, et avec lui une grande partie de l'opinion publique française et occidentale, se trompe lourdement.

### La nature terroriste de l'OLP

L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) fut créée en 1964 par le dirigeant égyptien de l'époque, Abd-el Nasser. Le but de Nasser était de remplacer l'« entité sioniste » par un protectorat égyptien permettant au Caire d'asseoir son hégémonie sur le Proche-Orient. De même le Syrien Assad s'opposa toujours à la création d'un tel État, et c'est lui qui déclara à Arafat : « il n'y a pas de peuple palestinien et il n'y a pas d'entité palestinienne. Vous faites partie du peuple syrien et la Palestine est partie intégrante de la Syrie ». Arafat est né au Caire et c'est au Caire qu'il adopta en 1974 le « Plan des Étapes » de l'OLP, qui appelle à l'établissement d'un État palestinien armé en Cisjordanie et à Gaza comme étape nécessaire à la

destruction d'Israël. L'article 8 du « Plan des Étapes » stipule qu'« une fois établie, l'Autorité palestinienne œuvrera à l'union des pays en lutte afin d'achever la libération de tout le territoire palestinien ». Le « Plan des Étapes » fut adopté par l'OLP à la suite de la guerre de Kippour, qui avait prouvé que même une guerre totale déclenchée par surprise dans les meilleures conditions n'était pas capable de détruire Israël. L'OLP décida alors d'adopter la méthode du « cheval de Troie » afin de détruire Israël de l'intérieur.

La Charte de l'OLP proclame que « la libération de la Palestine » est une obligation nationale (article 15), que « la division de la Palestine en 1947 et la création de l'État d'Israël sont nulles et non avenues » (article 19) et que « le peuple arabe palestinien, qui s'exprime par le moyen de la révolution palestinienne armée, repousse toute solution visant à remplacer la libération de toute la Palestine » (article 21).

Cette charte n'a jamais été annulée ou abrogée, bien qu'Arafat s'y soit engagé en signant les Accords d'Oslo. Selon ces accords, l'OLP avait jusqu'au 7 mai 1996 pour abroger sa charte. Le 7 octobre 1995, Arafat déclara lors d'une conférence à l'Université de Harvard : « je vous mentirais si je vous disais que nous abrogerons la Charte ». Selon l'article 33 de la Charte, celle-ci ne peut être modifiée ou abrogée que par une majorité des deux tiers du Conseil national palestinien. Sur trente-trois articles de la Charte, trente nient directement ou indirectement le droit d'Israël à exister et appellent directement ou indirectement à la violence contre Israël. Le 24 avril 1996, le Conseil national palestinien adopta le texte suivant : « il a été décidé comme suit : 1) de changer la Charte nationale palestinienne en annulant les articles qui sont contraires aux lettres échangées entre l'OLP et le gouvernement israélien le 9 septembre 1993 ; 2) le Conseil national palestinien nommera un comité juridique chargé de reformuler la Charte. La Charte sera présentée à la première session du Comité central ». Cette résolution n'a pas abrogé la Charte mais proclamé la volonté du Conseil national palestinien de la changer et de nommer un comité juridique à cet effet. C'est pourquoi le gouvernement israélien fit ajouter à l'accord de Hébron de janvier 1997 une clause dans laquelle l'OLP s'engageait à « achever le processus de révision de la Charte nationale palestinienne » et ce « immédiatement ». Encore une fois, l'OLP ne tint pas son engagement. Arafat se contenta d'envoyer une lettre au Président Clinton le 22 janvier 1998, dans laquelle il affirmait que la Charte avait déjà été abrogée par la décision du Conseil national palestinien du 24 avril 1996. Cette décision n'ayant aucunement abrogé la Charte, le gouvernement israélien exigea dans les Accords de Wye (octobre 1998) que l'Autorité palestinienne « invite » l'OLP à « réaffirmer son soutien » à la lettre adressée par Arafat à Clinton en janvier 1998. Le 14 décembre 1998, Arafat convoqua une réunion avec certains membres de l'OLP, mais pas du Conseil national palestinien. Il ne leur demanda pas d'abroger la Charte (ce qu'il n'aurait pas pu faire, puisque seuls les deux tiers du Conseil national palestinien peuvent abroger la Charte, et non pas une

réunion d'une partie des membres de l'OLP), mais de confirmer leur soutien à la lettre adressée par Arafat à Clinton. Les membres présents ne votèrent pas mais se levèrent en signe d'approbation. De fait, la Charte nationale palestinienne, qui nie le droit d'Israël à exister et qui appelle à sa destruction, n'a jamais été abrogée.

L'OLP se réfère au mufti Hadj-Amin Al-Husseini comme son père spirituel. Le « Mufti » fut, dans les années 1920 et 1930, l'opposant le plus farouche à tout compromis avec les Juifs. Il fut l'hôte d'Hitler pendant la seconde guerre mondiale, encouragea la mise en œuvre de la « solution finale » et fit pression sur le régime nazi pour que Rommel éliminât toute présence juive en Palestine. Dans un discours prononcé le 24 avril 1985 à Bandung (Indonésie), Arafat se déclara « infiniment fier » de poursuivre sur la voie du Mufti et ajouta que « l'OLP continue de parcourir le chemin ouvert par le Mufti ». Le Mufti était un intégriste violent qui élimina tous ses opposants. Des milliers de Palestiniens furent assassinés par ses forces et environ quarante mille familles arabes durent s'enfuir de Palestine. Après l'élimination des Palestiniens modérés, le Mufti proclama lors de la « Table ronde » organisée par le gouvernement britannique en 1939 que les membres de la famille Husseini constituaient « les seuls représentants légitimes des Arabes palestiniens ». Le roi Abdallah de Jordanie, qui s'apprêtait en 1951 à signer la paix avec Israël, fut assassiné par des agents du Mufti.

Après avoir conquis la direction de l'OLP, Arafat adopta une stratégie qui continue d'être sienne jusqu'aujourd'hui : mener des actions terroristes contre Israël afin de l'entraîner dans une réaction militaire contre les pays arabes offrant un refuge à l'OLP, et ce afin de provoquer un conflit généralisé entre Israël et les pays arabes. Le 26 décembre 1983, Arafat déclara : « la guerre d'usure contre l'ennemi sioniste ne cessera jamais. Mon intérêt est de provoquer une guerre régionale, car je suis convaincu que le seul remède à tous les maux de la nation arabe est une vraie guerre contre l'ennemi sioniste ». Dans les années qui précédèrent la guerre des Six Jours (1967), l'OLP avait adopté la tactique qui continue d'être sienne : assassinat de civils israéliens et repli immédiat à Gaza (alors sous contrôle égyptien) et en Cisjordanie (alors sous contrôle jordanien).

Après avoir été expulsé de Jordanie par le roi Hussein en 1970, l'OLP s'installa au Liban et entama une série d'attaques terroristes contre les civils israéliens à la frontière nord d'Israël. En 1974, elle assassina dix-huit civils israéliens à Kiriyyat Shmona et vingt-six enfants dans l'école de Ma'alot. En 1978, l'OLP se saisit d'un autobus israélien et assassina ses trente-cinq passagers. En 1979, un « combattant » de l'OLP assassina une fillette sur la plage de Nahariya sous les yeux de son père. Parallèlement, elle bombardait régulièrement, jusqu'en 1982, les villages nord d'Israël avec des Katiouchas. L'OLP assassina également des civils israéliens en dehors d'Israël, ainsi que des juifs non israéliens. En 1972, aux Jeux olympiques de Munich, l'OLP tua de sang froid onze athlètes israéliens. En 1985, elle assassina Léon

Klinghoffer, un juif américain handicapé en croisière sur le bateau « Achille Lauro », et on jeta son cadavre par-dessus bord.

L'OLP se spécialisa également dans les détournements d'avions. En 1968, elle détourna un vol d'El-Al vers l'Algérie, puis un vol d'El-Al en provenance de Londres et prit en otage au sol un avion d'El-Al à Zurich. Après qu'El-Al ait amélioré son système de sécurité, l'OLP s'en prit aux lignes aériennes internationales en provenance et en direction d'Israël. En 1972, elle détourna un vol de la compagnie belge Sabena. En 1976, un vol d'Air France vers l'Ouganda.

L'« État-OLP » au Liban devint une plaque tournante du terrorisme international, fournissant des camps d'entraînement, des armes, des réseaux de communication et des ressources financières aux organisations terroristes du monde entier. Un camp d'entraînement et un refuge pour les « Brigades rouges » (Italie), la bande « Baader-Meinhof » (Allemagne), l'IRA (Irlande), l'« Armée rouge » (Japon), « Action directe » (France), l'« Armée de libération » (Turquie), le groupe « Asala » (Arménie), la « Garde révolutionnaire » (Iran), ainsi que des groupes terroristes d'Amérique du Sud et les néo-nazis allemands.

### Le tournant : terrorisme et diplomatie

En 1988, l'OLP décida de changer de stratégie. L'argument d'Israël : « comment pouvons-nous négocier avec une organisation dont la raison d'être est notre disparition » avait trop de poids pour être ignoré par l'Occident. Consciente de ce problème, la direction de l'OLP changea de discours sans changer de programme. Elle décida de déclarer officiellement qu'elle reconnaissait Israël et qu'elle acceptait la résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations unies, afin de se faire accepter par les États-Unis comme représentant des Arabes palestiniens dans les négociations avec Israël.

Sous la pression américaine, Arafat déclara à Genève le 13 décembre 1988 qu'il « condamnait le terrorisme, en particulier celui pratiqué par les États » et qu'il « saluait [ceux] qui se s'étaient battus pour la libération de leurs terres du joug colonial et qui étaient accusés de terrorisme ». Il ajoutait : « je salue les martyrs qui ont été victimes du terrorisme et des terroristes, et parmi eux mon ami et adjoint [...] Khalil Al-Wazir (Abou Jihad) comme nos martyrs massacrés dans nos villages et nos camps de réfugiés en Cisjordanie, à Gaza et au sud-Liban ». Abou Jihad est responsable, entre autres, de l'assassinat des trente-cinq passagers de l'autobus à la frontière nord d'Israël en 1978, de l'assassinat de la fillette de Nahariya sous les yeux de son père en 1979, et de celui des trois athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Barcelone en 1985. Arafat est un manipulateur habile : il déclare haut et fort qu'il condamne le terrorisme, puis précise que ce qu'il entend par terrorisme est l'activité de *Tahal* dans les territoires et au Liban. Un mélange de cynisme,

d'hypocrisie et de mauvaise foi typique du personnage.

Dans le même discours, Arafat déclara qu'il acceptait la résolution 242 du Conseil de Sécurité et qu'il reconnaissait le droit de toutes les parties à vivre en paix et en sécurité. Immédiatement après cette déclaration, les États-Unis décidèrent d'entamer un dialogue avec l'OLP, et il fut reçu à l'Élysée par le Président Mitterrand.

Malheureusement, les hommes politiques et les journalistes américains et européens ne prirent pas la peine de lire et d'écouter ce que déclarèrent les dirigeants de l'OLP (en particulier dans les médias arabes) après le discours d'Arafat à Genève. Le 19 décembre 1988 (moins d'une semaine après le discours de Genève), Arafat déclara dans un entretien avec la télévision autrichienne qu'il n'avait aucunement abandonné la « lutte armée » (c'est-à-dire le terrorisme). Le 23 décembre 1988, Salim Zanoun, le porte-parole du Conseil national palestinien déclara au journal koweïtien *al-Anba* : « la lutte armée contre l'ennemi sioniste et ses alliés doit continuer [...] afin de faire céder l'ennemi ». Le 13 janvier 1990, Abou Iyad, le bras droit d'Arafat, déclara dans le journal qatari *al-Rayia* : « l'OLP ne s'est jamais engagée à abandonner la lutte armée ». Quant à la « reconnaissance » d'Israël, il expliquait le 11 septembre 1989 au journal koweïtien *al-Watan* : « il n'y a pas eu de reconnaissance d'Israël par l'OLP, ni dans les décisions du Conseil national palestinien à Alger ni par le discours d'Arafat à Genève ». Arafat, lui, précisa lors d'une visite en Libye (communiqué transcrit par l'Agence France Presse le 7 janvier 1990) : « l'État d'Israël étant une séquelle de la seconde guerre mondiale, il doit disparaître avec les autres séquelles de cette guerre, comme le Mur de Berlin ». De fait, l'OLP ne fit qu'intensifier ses attaques terroristes contre les citoyens israéliens après 1988. En mai 1990, par exemple, elle tenta d'amarrer des explosifs sur la plage de Tel-Aviv, ce qui convainquit le gouvernement américain qu'il avait été « dupé ».

Cette farce portait encore sur le mot « caduc » prononcé par Arafat lors de sa visite à Paris le 2 mai 1989. Le fait qu'Arafat ait déclaré que la charte nationale palestinienne était « caduque » n'a aucune conséquence légale, puisque seuls les deux tiers du Conseil national palestinien peuvent l'amender ou l'abroger. Et en effet, Abou Iyad déclara au journal koweïtien *al-Siassa* le 1<sup>er</sup> janvier 1989 : « ni Arafat ni moi-même, ni aucun dirigeant n'est en mesure d'abroger la Charte, car la Charte appartient au Conseil national palestinien ».

Les dirigeants de l'OLP signifiaient également que la « reconnaissance » d'Israël dans les médias occidentaux était pure manœuvre tactique. Rafik Natche, membre du Comité central du Fatah, déclara au journal koweïtien *al-Watan* le 8 janvier 1989 : « notre programme politique est la mise en œuvre du plan des étapes ». Le 28 novembre 1988, Abou Iyad précisa le but de la réunion du Conseil national palestinien quelques jours plus tôt à Alger : « il s'agissait de redonner vie au plan des étapes et d'en accélérer la mise en œuvre ». Ajoutant que : « selon le plan des étapes, nous établirons un État palestinien dans les territoires de la Palestine que l'ennemi

évacuera. Cet État sera une étape dans notre combat pour la libération de toute la Palestine ». Et de préciser : « nous avons fait serment de libérer la Palestine d'avant 1967. Nous libérerons la Palestine étape par étape ». Le 1<sup>er</sup> mai 1990, Arafat lui-même déclara aux membres du Conseil national palestinien que « le combat du peuple palestinien continuerait jusqu'à la libération complète de la terre palestinienne [...] Il faut soutenir le combat du peuple palestinien jusqu'à la libération totale de la Palestine du Fleuve à la Mer ».

En quoi, donc, l'OLP est-elle plus « modérée » que le *hamas* et le *jihad* islamique ? Comme l'explique Rafik Natche : « (le *hamas*) dit que toute la Palestine est à nous et que nous voulons la libérer en une seule fois de la Mer au Fleuve. Mais le Fatah, qui est le bras armé de l'OLP, pense qu'il est plus efficace de procéder selon le plan des étapes. Les deux organisations sont d'accord sur le but final. Notre désaccord ne porte que sur la méthode à adopter pour atteindre ce but » (*al-Kabr*, 26 décembre 1989).

En dépit de ces déclarations, une partie de l'opinion publique israélienne et occidentale se convainquit que l'OLP avait changé après l'effondrement de l'Union soviétique et la guerre du Golfe. Ayant perdu le soutien diplomatique et militaire de l'Union soviétique et de l'Irak, comme celui, financier, de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe, et s'étant disqualifiée aux yeux des États-Unis pour avoir soutenu l'Irak pendant la guerre du Golfe, elle était isolée et affaiblie. Certains dirigeants israéliens estimèrent que, dans de telles conditions, Arafat finirait par se rendre à la raison, par abandonner son rêve de détruire Israël et par accepter la solution des deux États pour deux peuples.

C'est pourquoi le gouvernement Rabin, espérant qu'Arafat était devenu un partenaire fiable, signa avec lui les Accords d'Oslo. Beaucoup d'Israéliens pensèrent également que le développement économique de l'État palestinien en gestation donnerait naissance à une classe moyenne plus intéressée par son bien-être que par la mythologie du droit au retour et de la libération de la Palestine.

### La promesse tenue

Le gouvernement israélien de l'époque eut raison de penser qu'un Arafat isolé et affaibli serait prêt à signer un accord avec Israël. Mais ce même gouvernement se trompait de croire qu'Arafat avait changé de stratégie. Le 23 mai 1994, huit mois après la signature de la Déclaration de Principes entre Israël et l'OLP, Arafat déclara dans une mosquée de Johannesburg que l'accord signé entre l'OLP et Israël était identique à celui signé en l'an 629 entre le prophète Mahomet et la tribu Quraych de La Mecque, c'est-à-dire un accord temporaire passé en position de faiblesse avec le plus fort afin de mieux le vaincre dans le futur. Arafat répéta cette comparaison en mai et en novembre 1998. Le 16 novembre 1998, Arafat devant la jeu-

nesse du Fatah : « la paix d'Oslo est la paix d'Hudaïbiya ». Et le 1<sup>er</sup> septembre 1993, quelques jours avant la signature de la Déclaration de Principes : « c'est le programme sur lequel nous nous sommes mis d'accord en 1974. [La Déclaration de Principes] constitue la base de l'État palestinien conformément à la décision du Conseil national palestinien votée en 1974 ». Le 16 novembre 1994 : « nous établissons une autorité palestinienne sur tout le territoire libéré par l'ennemi sioniste » et puis : « en 1974 nous avons décidé d'établir notre État sur quelque partie de notre terre que ce soit, et nous appliquons cette décision ». Le 19 septembre 1995 dans un entretien avec le journal jordanien *al-Dastur* : « l'Accord d'Oslo II constitue une étape importante dans la réalisation du plan des étapes adopté en 1974 ». Arafat répéta que les Accords d'Oslo étaient la mise en œuvre du Plan des Étapes dans un entretien avec la télévision égyptienne le 18 avril 1998 et au journal égyptien *al-Ayam* le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Abdul Aziz Shaheen, membre du cabinet palestinien, déclarait au journal palestinien *al-Hayat al-Jadida* le 4 janvier 1998 : « les Accords d'Oslo ont préfiguré l'Autorité palestinienne, qui préfigure l'État palestinien, qui préfigure à son tour la libération de toute la Palestine ».

Faisal Hussein, le dirigeant palestinien considéré comme un modéré en Occident, fournit l'explication la plus limpide et la plus honnête des Accords d'Oslo selon les Palestiniens. Dans un entretien avec le journal égyptien *al-Arabi* du 24 juin 2001, il explique que les Accords d'Oslo constituent un « cheval de Troie » destiné à tromper Israël afin de « libérer la Palestine depuis le Jourdain jusqu'à la Méditerranée ». Ce qui n'empêche pas les Palestiniens de continuer à décrire le processus d'Oslo comme un « processus de paix » dans les médias occidentaux.

Quant à l'engagement d'Arafat de renoncer à la violence et de combattre le *hamas* et le *jihad* islamique, les résultats s'en firent sentir dès la signature des Accords d'Oslo. Durant la première année qui suivit la signature de l'Accord Gaza-Jéricho (4 mai 1994), soixante-sept Israéliens furent assassinés par le *hamas* et le *fatab*, soit le triple du nombre de victimes israéliennes du terrorisme durant l'année qui précéda la signature de ces accords. Arafat affirma qu'il avait besoin de plus de « policiers » pour arrêter les terroristes, alors qu'il n'avait eu aucun problème pour éliminer ses opposants en Judée-Samarie et à Gaza depuis son bunker à Tunis. À partir des Accords d'Oslo (soit une période de neuf ans), 637 Israéliens ont été assassinés par le *fatab*, le *hamas* et le *jihad* islamique, contre 255 entre 1978 et 1993 (soit une période de quinze ans). Les attentats commis depuis les Accords d'Oslo furent soit commandités soit autorisés par Arafat lui-même. Amin Hindi, le chef des services secrets palestiniens, déclarait le 25 septembre 1998 au *Jerusalem Times* : « nous n'avons aucune intention de contrôler le *hamas* ». Non seulement Arafat ne combat pas le *hamas*, mais il collabore avec lui et le glorifie. En juin 1996, il inaugure un parc public de Jéricho à la mémoire de Yahya Ayyach, un dirigeant du *hamas* responsable de l'assassinat de plusieurs dizaines d'Israéliens. En janvier 1996, Arafat pro-

nonce l'éloge funèbre d'Ayyach et le qualifie de « martyr ». Le 12 septembre 1996, il déclare à *United Press International* : « il n'y a aucune confrontation entre le *hamas* et l'Autorité palestinienne ». Jibril Rajoub, le chef des services de sécurité préventive en Cisjordanie, déclare à la chaîne de télévision *al-Jazeera* le 27 mai 1998 : « Le *hamas* fait partie intégrante de notre mouvement de libération nationale et islamique ». Son homologue dans la bande de Gaza, Mohamed Dahlan, déclare au journal palestinien *al-Ayam* le 26 octobre 1998 que le *hamas* et le *jihad* islamique « ne seront pas mis hors-la-loi ». Arafat lui-même déclare le 10 décembre 1994 : « l'Intifada continuera jusqu'à ce que la Palestine soit libérée par le sang et par le feu » et confirme le 4 août 1999 que « nous continuerons notre *jihad* ».

Sous prétexte d'établir une force de police pour le maintien de l'ordre, Arafat établit une véritable armée dépassant de très loin le nombre de « policiers » autorisés par les Accords d'Oslo et équipée d'armes strictement proscrites par ces accords, tels des missiles sol-sol, des grenades et des mines. Les Accords d'Oslo avaient permis le déploiement de 24 000 policiers en Cisjordanie et à Gaza. Or, le budget de l'Autorité palestinienne pour l'année 1998 en salaire 40 000. La « police » palestinienne est devenue une véritable armée qui fabrique son propre arsenal dans les zones autonomes palestiniennes et importe illégalement des armes en provenance d'Égypte, d'Iran et d'Irak.

Pour maintenir le « moral des troupes » et les préparer au combat, les médias et le système éducatif palestinien vont résolument dans le sens de la haine d'Israël et du devoir national de libérer la Palestine de la Mer au Fleuve. Alors que, dans les Accords d'Oslo, l'OLP s'était engagée à bâtir un cursus scolaire fondé sur la paix et la tolérance, les manuels scolaires palestiniens soulignent que : « nous devons combattre les Juifs et les chasser de notre patrie. Il y aura un *jihad* et notre pays sera libéré » ou encore « dans ta main gauche le Coran et dans ta main droite l'épée arabe. Sans le sang, pas un centimètre de notre sol ne sera libéré. C'est pourquoi il te faut crier : « Allah est grand ». Quant aux programmes de télévision pour enfants, leur message n'est pas moins clair : « lorsque je serai à Jérusalem, je serai un kamikaze ! [...] J'ai trempé chaque parcelle de ta terre de mon sang. Et nous marcherons comme guerriers du *jihad*. Oh, martyr exalté, tu es mon exemple. Oh, ma sœur, chante ma vie de kamikaze ! »

#### Quatre-vingt-treize

Dire qu'Arafat a trompé Israël (et tenu toutes ses promesses vis-à-vis de son peuple) est donc un euphémisme. Mais il est impossible de comprendre cette trahison sans établir le lien entre Arafat et Ben Laden et prendre conscience de la simultanéité entre la signature des Accords d'Oslo et l'émergence d'al-Qaïda comme réseau terroriste organisé et puissant.

Arafat et Ben Laden ont en commun leur conviction que le terrorisme (c'est-à-dire l'assassinat d'innocents afin de semer la panique et le désespoir et, partant, à faire pression sur les gouvernements occidentaux) est une tactique légitime. Soit la justification théorique du terrorisme par le général de brigade pakistanais S.-K. Malik dans son livre *Le Concept coranique de la guerre* (1979) : « le terrorisme, qui frappe le cœur de l'ennemi, n'est pas seulement un moyen mais une fin en soi. Une fois que le terreur s'est glissée dans le cœur de l'ennemi, le tour est joué [...] ». Le terrorisme n'est pas un moyen d'imposer une décision à l'ennemi ; il est la décision que nous voulons lui imposer ».

Comme tous les dirigeants de l'OLP furent liés dans leur jeunesse avec les Frères musulmans, elle fut l'une des premières organisations palestiniennes à comprendre dans les années 80 le potentiel du terrorisme islamique. C'est à cette époque qu'Arafat commença à utiliser le vocabulaire des islamistes dans ses discours. Par exemple à Khartoum le 15 octobre 1985 : « la révolution arabe est vivante dans la conscience arabe malgré les conspirations impérialiste et sioniste [...]. La guerre sainte et la lutte armée iront en s'intensifiant [...]. Je dis à Reagan et à ses agents dans notre monde arabe que la volonté de la nation arabe vient de la volonté d'Allah. C'est pourquoi les nations arabes seront victorieuses ». Khalil Al-Wazir (Abou Jihad), le chef militaire d'Arafat, fut l'un des premiers à comprendre que le terrorisme islamique était le « terrorisme de l'avenir ». C'est lui qui créa l'alliance entre le Fatah et les différentes branches du *jihad* islamique en Israël, en Jordanie et au Liban. L'investigation, en mai 1986, des troubles à l'université al-Yarmuq (Jordanie) révéla que Khalil Al-Wazir avait joué un rôle central dans l'organisation d'une alliance secrète entre la branche jordanienne des Frères musulmans et le parti communiste local connu sous le nom de Cellules marxistes. Il débloqua également des fonds pour les islamistes jordaniens et leur organisa l'entraînement terroriste hors de la Jordanie.

En 1968, l'OLP commença à envoyer ses jeunes les plus prometteurs dans les camps de moudjahidin au Pakistan, où tous les groupes islamistes fournissaient des bases d'entraînement. Les Palestiniens allaient rejoindre des organisations telles la Takfir wa-al-Hijra égyptienne (responsable du meurtre de Sadate) ainsi que les Frères musulmans syriens et libanais. À l'initiative d'Abou Jihad, les Frères musulmans de Jordanie encouragèrent aussi leurs membres à combattre en Afghanistan.

L'année 1993 marqua une victoire pour les forces islamistes soutenues par Ben Laden en Afrique : l'éviction du « grand Satan » (les États-Unis) de Somalie. Cette victoire renforça la confiance des islamistes en général et d'al-Qaïda en particulier en la victoire sur l'Occident. C'est la même année qu'Arafat signa les Accords d'Oslo qu'il allait comparer aux Accords de Hudaïbiya. Un an plus tard, en novembre 1994, les organisations terroristes islamistes et palestiniennes se réunirent à Larnaca (Chypre) pour discuter de leur stratégie. À cette réunion participèrent le

Front d'Action islamique (Jordanie), le Front populaire pour la libération de la Palestine, le *hamas*, le Hezbollah et le Parti de la libération islamique (Jordanie). À l'issue de cette réunion, les participants se mirent d'accord sur la stratégie suivante : intensifier les attaques contre les civils américains et israéliens, afin que ceux-ci fassent pression sur leurs gouvernements pour changer de politiques.

En 1995, les organisations terroristes islamistes et palestiniennes marquèrent de nouveaux points. L'administration Clinton décida au mois d'avril de fermer les yeux sur l'envoi d'armes iraniennes à destination des forces musulmanes de Bosnie, et ce en violation des décisions de l'ONU. Le manque de résolution de Washington face à l'activisme militaire de l'Iran en Bosnie convainquit Téhéran que l'administration Clinton ne réagirait pas fermement à une attaque terroriste dirigée contre les États-Unis. Au même moment (printemps 1995), les services secrets syriens et iraniens établissaient un Conseil consultatif *jihadiste* consultatif pour le mouvement islamiste palestinien ainsi que pour les autres organisations terroristes palestiniennes soutenues par Téhéran et Damas.

À partir de 1998, la rhétorique palestinienne se fit de plus en plus islamiste. Cheikh Yassine, le dirigeant du *hamas* qualifié par Arafat le 2 juillet 1994 de « mon frère » et que ce dernier reçut avec tous les honneurs après sa libération en octobre 1997, déclara en mai 1998 : « qui a libéré la Palestine des Croisés ? La nation arabe, bien sûr, en particulier l'Égypte et la Syrie lorsqu'elles étaient unies et formaient un front que Saladin utilisa dans sa bataille contre les Croisés. La nation islamique arabe peut jouer ce rôle à nouveau ».

La vision islamiste du monde est résumée par le maître à penser irakien de l'islamisme, l'ayatollah Muhammad Baqir al-Sadr, dans les termes suivants : « le monde tel qu'il est aujourd'hui a été façonné par les non musulmans [...]. Nous avons deux options : ou bien l'accepter avec soumission, ce qui signifie que nous laissons mourir l'islam, ou bien le détruire, pour reconstruire un monde tel que l'islam le veut ». Cette vision du monde est celle qu'enseigne le manuel d'histoire de l'Autorité palestinienne pour les élèves de « onzième classe » du lycée : « la civilisation occidentale, dans ses deux variantes (capitaliste et communiste) a privé l'homme de sérénité en transformant le bien-être matériel en but suprême [...]. C'est pourquoi une nouvelle civilisation doit la remplacer [...]. Seule une nation est capable de relever ce défi, la nôtre [...]. Non pas que l'effondrement de la civilisation occidentale et que le transfert du centre de la civilisation vers l'Islam aura lieu en une ou deux décennies [...] mais la civilisation occidentale a commencé à s'effondrer et à devenir un amas de débris. Nous nous sommes éveillés dans la pénible réalité de l'impérialisme oppressif, mais nous l'avons chassé de certaines de nos terres et nous le chasserons du reste ».

## Conclusion

Depuis 1988, Arafat a réussi à manipuler avec brio l'opinion publique occidentale en lui faisant croire qu'il luttait pour l'indépendance d'un peuple occupé par une puissance coloniale. Or il n'a jamais abandonné son objectif : la destruction d'Israël. En septembre 2000, son mensonge fut révélé au grand jour : il rejeta ce pour quoi il disait se battre, c'est-à-dire l'établissement d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, avec Jérusalem-est pour capitale. En lançant sa guerre d'usure contre Israël, il reconquit en quelques jours l'opinion publique internationale « grâce » aux images d'une armée puissante acculée à tirer en direction d'enfants que lui, Arafat, envoyait cyniquement en première ligne.

Il est temps que l'Occident cesse de tomber dans le piège de ces manipulations cyniques. Les Israéliens ont accepté le partage de leur pays avec les Palestiniens en 1947 et en 2000. Ils n'ont ni envie ni intérêt à contrôler la vie de trois millions d'Arabes, mais tant que la seule alternative offerte par l'OLP à ce statu quo intenable sera l'établissement d'un État consacré à la destruction d'Israël, le vrai responsable de la continuation de l'« occupation » tant décriée par Arafat continuera d'être Arafat lui-même.

Parce que les Ben Laden et les Arafat sont convaincus que seul le terrorisme peut venir à bout de ceux dont ils ont juré la perte, seule une victoire militaire totale contre leurs infrastructures mettra fin au terrorisme. La capitulation sans condition de Ben Laden et d'Arafat, ainsi que des États-voyous tels que l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, exige un emploi massif et soutenu de la force militaire. Cette victoire est possible, de même qu'elle le fut contre l'Allemagne nazie et le Japon.

Après la victoire militaire, la paix ne pourra émerger au Moyen-Orient que lorsque les tyrans et les fanatiques auront été renversés et remplacés par des régimes démocratiques. Les dictateurs ont besoin de la guerre pour maintenir leur régime, parce que tout peuple est prêt à sacrifier sa liberté et son bien-être en temps de guerre. La symbiose entre guerre et dictature crée un cercle vicieux : le dictateur détourne la richesse de son pays pour acheter des armes et a besoin que la guerre continue pour détourner la frustration croissante de son peuple vers l'« ennemi extérieur ». Tant que les Palestiniens seront les otages d'Arafat, que les Irakiens seront les otages de Saddam Hussein et que les Iraniens seront les otages des ayatollahs, la guerre continuera de déchirer le Proche-Orient. Arafat a rejeté la paix de Camp David, car il savait que la fin de la guerre contre Israël signifiait la fin de son régime.

Les sociétés libres veulent vivre en paix et sont prêtes à abandonner certains de leurs symboles nationaux et historiques au nom de la paix – comme le prouva la société israélienne à Camp David en été 2000. Mais cette volonté de paix restera stérile tant que les Palestiniens seront asservis par un dictateur qui exploite et mani-

pule cyniquement la volonté de paix des Israéliens pour améliorer sa position stratégique et faire avancer ses projets macabres. La démocratisation de la société palestinienne est possible. Mais pour qu'elle adienne, il faut que les pays occidentaux exportent leurs principes au lieu de tomber dans le piège des « dirigeants révolutionnaires » qui tiennent leur population en otage et empêchent tout compromis raisonnable entre les revendications contradictoires de peuples qui, eux, préfèrent vivre ensemble que mourir ensemble.